



Pourquoi le taux d'actualisation change tout en politique climatique ?

Réflexions critiques entre économie, stratégie et écologie



Jean-Francis Mendy, étudiant à Sciences Po Strasbourg et Georgetown University

SOMMAIRE

Introduction.....	1
I. Comprendre l'actualisation : un paramètre aux effets exponentiels.....	1
A. Définition et rôle.....	1
B. Pourquoi actualiser ?.....	1
C. Conséquences pour le climat.....	2
II. Choisir le taux : une question économique, éthique et politique.....	2
A. Deux grandes approches.....	2
B. Les enjeux éthiques.....	3
C. Gérer l'incertitude.....	3
III. Conséquences pratiques et politiques.....	3
A. Impact sur la politique climatique.....	3
B. Risque international.....	4
BIBLIOGRAPHIE.....	5

L'atténuation du changement climatique est fondamentalement marquée par un profond déséquilibre temporel : les coûts sont immédiats et supportés par les générations présentes, tandis que les bénéfices se déploient des décennies, voire des siècles plus tard.

Pour comparer ces valeurs présentes et futures, les économistes s'appuient sur un outil appelé « actualisation » (*discounting*).

Le taux d'actualisation choisi peut sembler n'être qu'un détail technique, mais il a le pouvoir de transformer une politique ambitieuse en une politique jugée « trop coûteuse ».

Cet article explore la manière dont ce paramètre, en apparence simple, influence profondément les décisions environnementales — tout en soulignant qu'il s'agit autant d'une question éthique et politique que d'un sujet technique.

I. Comprendre l'actualisation : un paramètre aux effets exponentiels

A. Définition et rôle

L'actualisation permet de convertir des coûts et bénéfices futurs en valeurs présentes, rendant possibles des comparaisons pertinentes. Son impact est spectaculaire sur de longues périodes.

Par exemple, un taux d'actualisation de 3 % fait qu'une valeur de 1 000 \$ dans 200 ans équivaut aujourd'hui à 2,71 \$. À 4 %, cette même valeur chute à 0,39 \$. Un simple point de pourcentage de différence provoque un effet massif, illustrant la puissance exponentielle du taux d'actualisation et son rôle central dans la politique climatique.

B. Pourquoi actualiser ?

Trois raisons principales expliquent pourquoi une valeur actuelle n'est pas estimée de la même manière qu'une valeur future :

1. Préférence pour le présent : les individus ont tendance à privilégier les bénéfices immédiats plutôt que différés, en raison d'une impatience naturelle.
2. Croissance des revenus : au fil du temps, les générations futures seront plus riches, ce qui signifie que chaque dollar leur apportera moins d'utilité marginale.
3. Opportunité d'investissement : un dollar aujourd'hui peut être investi et générer des rendements dans le futur.

Bien que ces justifications soient centrales en économie, elles deviennent hautement controversées lorsqu'elles s'appliquent à des décisions à enjeux intergénérationnels, comme celles liées au changement climatique.

C. Conséquences pour le climat

Le taux d'actualisation a des implications directes sur la conception des politiques climatiques.

- Les coûts sont immédiats et supportés par les générations actuelles (investissements dans les infrastructures, taxes carbone).
- Les bénéfices, eux, consistent en l'évitement de catastrophes, la préservation des écosystèmes et la protection de la santé publique — et se matérialiseront dans 50, 100 ou 200 ans.

Ainsi, de légères variations du taux d'actualisation peuvent transformer une politique jugée rentable en une politique considérée comme inefficace.

Exemple : une politique fixant le prix du carbone à 20 \$/tonne est « rentable » si le coût social du carbone (SCC) est estimé à 44 \$, mais devient inefficace si ce même SCC tombe à 5 \$.

Le taux d'actualisation n'est donc pas seulement un chiffre : il détermine si une action aura lieu ou non.

II. Choisir le taux : une question économique, éthique et politique

A. Deux grandes approches

Deux approches dominantes permettent de fixer le taux d'actualisation. La première, dite descriptive, utilise des données de marché, telles que les rendements obligataires, pour refléter les comportements observés. Elle produit généralement des taux plus élevés, ce qui conduit à des politiques plus lentes et graduelles (« policy ramps »). C'est l'approche défendue par William Nordhaus, qui prône une réduction progressive des émissions avec un taux d'actualisation de 4,3 %.

Une autre approche est l'approche prescriptive. Les principes éthiques, notamment l'équité intergénérationnelle, en sont les fondements. Elle privilégie des taux faibles (proches de zéro), ce qui implique des politiques ambitieuses et immédiates. C'est l'approche défendue par Nicholas Stern, qui suggère un taux proche de 1,4 %.

Ce débat illustre la tension entre réalisme économique et responsabilité morale.

B. Les enjeux éthiques

L'écart critique entre les valeurs futures déduites de différents taux d'actualisation, même faibles, soulève des enjeux éthiques importants. En pratique, cela revient à attribuer une valeur plus ou moins élevée au bien-être des générations futures. Ainsi, sous-évaluer leurs avantages revient à considérer que leur bien-être a moins de valeur. Pour Ramsey (1928), une telle dévaluation est éthiquement indéfendable. À ces inégalités intergénérationnelles s'ajoutent des inégalités intragénérationnelles. En effet, les impacts climatiques frappent de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables : un taux d'actualisation plus faible reflète une plus grande attention portée à ces inégalités et un soutien aux politiques qui protègent les communautés les plus vulnérables.

C. Gérer l'incertitude

L'incertitude liée aux horizons à long terme joue un rôle important dans la définition d'un taux stabilisé. Sur des horizons de 100 à 300 ans, la croissance économique et les taux d'intérêt sont profondément incertains. Par conséquent, de nombreux économistes proposent une diminution progressive des taux d'actualisation au fil du temps pour y remédier (Weitzman, Newell et Pizer). Par exemple, si le taux peut être soit de 1 %, soit de 7 %, la moyenne pondérée tend vers la valeur la plus faible sur le long terme, ce qui plaide en faveur de politiques plus ambitieuses.

III. Conséquences pratiques et politiques

A. Impact sur la politique climatique

L'exemple américain illustre comment une différence dans les taux d'actualisation conduit à des orientations de politique climatique radicalement différentes. Aux États-Unis, les administrations Obama et Biden ont utilisé des taux d'actualisation faibles, ce qui a conduit à un CSC élevé justifiant une réglementation stricte. À l'inverse, les administrations Trump utilisent des taux d'actualisation élevés, ce qui conduit à un CSC très faible (voire inexistant) justifiant

une dérégulation massive. Par conséquent, le choix du taux d'actualisation détermine la rentabilité apparente d'une politique climatique.

B. Risque international

Le risque international lié aux taux d'actualisation réside dans le fait que chaque pays en choisisse un différent, ce qui pourrait entraîner une fragmentation des efforts climatiques et une incohérence dans la gouvernance mondiale. C'est pourquoi l'harmonisation des méthodologies au niveau international permettrait d'éviter/réduire ces distorsions et de favoriser une gouvernance climatique mondiale cohérente.

Conclusion

Le taux d'actualisation dépasse de loin la simple technique économique. Il reflète un choix fondamental de société: notre rapport au futur, notre responsabilité envers les générations futures et la valeur que nous attribuons au monde naturel. Plaider pour un taux faible, c'est défendre des politiques climatiques plus ambitieuses et une justice intergénérationnelle renforcée. Dans la lutte contre le changement climatique, ce chiffre abstrait pourrait bien être l'une des décisions les plus lourdes de conséquences que nous ayons à prendre.

BIBLIOGRAPHIE

Notions de base sur l'actualisation

Resources for the Future. (2020). *Discounting 101*. rff.org

Howard, P., & Schwartz, J. (2009). *Valuing the Future: Legal and Economic Considerations for Discounting*. policyintegrity.org

Principaux débats théoriques

Goulder, L., & Williams, R. (2012). *The Choice of Discount Rate for Climate Change Policy Evaluation*. RFF Discussion Paper. media.rff.org

Cropper, M., et al. (2021). *Discounting and Global Environmental Change*. *Annual Review of Environment and Resources*. annualreviews.org

Weitzman, M. (2025). *The Weitzman Premium on the Social Cost of Carbon*. arxiv.org

ScienceDirect. (2024). *Which Discount Rate for Sustainability?* sciencedirect.com

Coût social du carbone et applications politiques

Wikipedia. (2025). *Social cost of carbon*. en.wikipedia.org

Rennert, K., et al. (2022). *Comprehensive evidence implies a higher social cost of CO₂*. nature.com

À PROPOS

Je m'appelle Jean-Francis Mendy, étudiant en troisième année à Sciences Po Strasbourg, actuellement en échange à Georgetown University, Washington D.C, où j'étudie principalement l'économie de l'environnement. Je m'intéresse aux intersections entre économie, environnement et stratégie d'entreprise, notamment dans une perspective de transition écologique. Ce blog est un espace de réflexion personnelle où je publie des analyses, études de cas, et articles critiques autour de ces enjeux.



Dans un contexte où les entreprises sont appelées à repenser leurs modèles face aux défis climatiques, il m'a semblé essentiel de mieux comprendre les dynamiques à l'oeuvre. Ce blog me permet d'approfondir mes connaissances, de structurer mes lectures, et d'explorer des sujets que je souhaite poursuivre dans mon parcours académique et professionnel.